



## Proposition de session spéciale

### La participation habitante, levier d'action pour des territoires amènes ?

#### Organisateurs

Lise BOURDEAU-LEPAGE, professeur des Universités, Université Jean Moulin Lyon 3  
Laboratoire : Environnement, Ville et Société (EVS), Lyon  
Mail : [blepage@gmail.com](mailto:blepage@gmail.com)

Amélie DAKOURE, doctorante, Université Jean Moulin Lyon 3  
Laboratoire : Environnement, Ville et Société (EVS) et Institut Pluridisciplinaire Hubert Curien (IPCH), Strasbourg  
Mail : [amelie.dakoure@iphc.cnrs.fr](mailto:amelie.dakoure@iphc.cnrs.fr)

Lisa ROLLAND, maître de conférences associé aux Écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA) de Lyon  
Laboratoire : Environnement, Ville et Société (EVS) et Lyon Architecture Urbanisme Recherche (LAUR), Lyon  
Mail : [lisa.rolland@lyon.archi.fr](mailto:lisa.rolland@lyon.archi.fr)

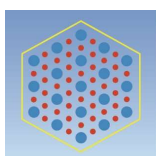
Clara VOUTAZ, doctorante, Université Jean Moulin Lyon 3  
Laboratoire : Environnement, Ville et Société (EVS), Lyon  
Mail : [clara.voutaz@ens-lyon.fr](mailto:clara.voutaz@ens-lyon.fr)

#### Mots clés

Participation habitante, nature, transition écologique, démocratie participative

#### Courte description de la session spéciale proposée

À l'heure où la démocratie représentative est en crise, les modes de gouvernance, en quête de légitimité (Canet, 2004), sont repensés pour inclure davantage les citoyens. Ainsi, se développe ce que l'on nomme la participation citoyenne. Cette idée n'est pas nouvelle. Déjà Jean-Jacques Rousseau (1762) considérait la participation comme un élément essentiel pour élaborer des règles du jeu satisfaisantes pour tous les membres de la société (Ank, 2011). Dans la lignée de cette conception et convaincus que le processus participatif ne doit pas exclure certains membres de la société – en particulier les enfants et les personnes de nationalité étrangère –, nous utilisons le terme de participation habitante.



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française



SciencesPo  
Rennes



arènes  
UMR 6051



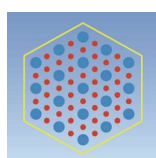
La participation habitante se présente comme une alternative à une prise de décision descendante des autorités vers les habitants (Perrin, 2015), notamment par la reconnaissance de la pluralité des parties prenantes (Torre, 2011) et du rôle d'acteur territorial joué par l'habitant. Elle devient une composante importante de la gouvernance territoriale définie comme « *l'ensemble des nouvelles formes d'actions publiques qui permettent sous le mode du partenariat la négociation entre l'État, les collectivités territoriales, les secteurs économiques et associatifs, les groupes d'intérêt et la société civile* » (Bertrand et Moquay, 2004) et d'une certaine manière un enjeu d'équité sociale. On lui accorde comme bienfaits celui de diminuer le risque de rejet d'un projet sur un territoire en accroissant la qualité des décisions et le niveau de satisfaction des habitants (Joliveau, 2001 ; Bacqué et Sintomer, 2001) et de faciliter l'ancrage de ce dernier (Tozzi et d'Andrea 2014), ou encore celui de favoriser l'utilité sociale et collective, entendue comme la confiance, l'apprentissage, la cohésion sociale, l'innovation, le partage de valeurs communes (Rey-Valette et Mathé, 2012). La participation habitante constitue aujourd'hui un nouvel enjeu dans les processus de développement territorial (Chia *et al.*, 2008) qui doivent répondre à des enjeux écologiques en considérant les écosystèmes naturels (Buchet et Donsimoni, 2020) et en renforçant les bénéfices que la nature procure aux sociétés humaines (Diaz *et al.*, 2018). Dans ce contexte, la participation habitante peut constituer un levier puisqu'elle permet de sensibiliser les habitants à cette question, de mobiliser et d'enrichir leurs connaissances et leurs savoirs (Lardon, 2008).

Elle prend une multiplicité de formes. En amont des projets et à la fin, se trouvent l'information, voire la création d'informations, le débat, la consultation, la concertation ; au cours de l'élaboration des projets : la co-construction (Zetlaoui-Léger, 2013) et en aval : l'appropriation par les habitants, ou encore la constitution d'associations, etc. Il n'existe donc pas une mais des participations habitantes (Blatrix, 2009). Elles forment des expérimentations de transition qui laissent droit à l'erreur tout en développant les échanges entre les différentes parties prenantes de la transition durable (Schäpke *et al.*, 2018). Ces participations habitantes se déploient à différentes échelles du local au national voire au supranational (concertation à l'échelle de l'Union Européenne par exemple).

Cette session explorera donc la thématique de **la participation habitante en s'interrogeant sur la capacité de ce dispositif à contribuer à la transition écologique et sociétale des territoires**, au cœur notamment de constructions et d'imbrications originales entre habitants et acteurs académiques (Audet *et al.*, 2019). Elle se concentrera en particulier sur **les processus participatifs qui contribuent à renforcer la présence de la nature en milieu urbain ou villageois**.

Les contributions pourront ainsi répondre aux questions suivantes :

- Le processus participatif varie-t-il selon la thématique abordée (projet d'aménagement, végétalisation urbaine, projet de développement, etc.) ? selon le milieu (urbain, périurbain, rural) ? selon la région ou le pays ?
- Comment peut-on mesurer la participation des habitants en matière de **végétalisation urbaine** et en faveur de la **biodiversité** ? Quels sont les facteurs explicatifs de cet engagement ?
- Dans quelle mesure, la participation habitante peut-elle engendrer plus de « **solidarité humaine et non humaine** » ?



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française



SciencesPo  
Rennes



arènes  
UMR 6051



- La participation habitante permet-elle d'édifier des **territoires amènes** ?
- En quoi les démarches participatives habitantes déplacent-elles les **manières de conduire la recherche**, voire l'enseignement, sur la transition des territoires ?

## Références

Ank M., 2011, « Les innovations dans la gouvernance démocratique – En quoi la participation citoyenne contribue-t-elle à l'amélioration de la démocratie ? », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, vol. 77, no. 2 : 275-296.

Audet R., Segers I., Manon M., 2019, « Expérimenter la transition écologique dans les ruelles de Montréal », *Lien social et Politiques*, 82, 224-245.

Bacqué M.-H., Sintomer Y., 2011, *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, La Découverte, 288 p.

Bertrand N., Moquay P., 2004, « La gouvernance locale, retour à la proximité », *Economie Rurale* 280 : 77-95.

Buclet N., Donsimoni M., 2020, « Métabolisme territorial et capacités : une articulation entre enjeux économiques et écologiques », *Natures, Sciences Société*, vol 28, no 2 : 118-130

Canet R., 2004, « Qu'est-ce que la gouvernance ? », *Conférence prononcée dans le cadre du Séminaire Les nouveaux modes de gouvernance et la place de la société civile*, organisé par le Service aux collectivités de l'UQAM, - Montréal, Écomusée du fier monde.

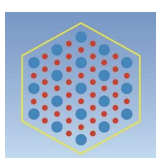
Chia E., Torre A., Rey-Valette H., 2008, « Vers une « technologie » de la gouvernance territoriale ! Plaidoyer pour un programme de recherche sur les instruments et dispositifs de la gouvernance des territoires », *Norois* 209 (4) : 167-177.

Díaz S., Pascual U., Stenseke M., Martín-López B., Watson R.T., Molnár Z., Hill R., Chan K.M.A., Baste I.A., Brauman K.A., Polasky S., Church A., Lonsdale M., Larigauderie A., Leadley P.W., van Oudenhoven A.P.E., van der Plaats F., Schröter M., Lavorel S., Aumeeruddy-Thomas Y., Bukvareva E., Davies K., Demissew S., Erpul G., Failler P., Guerra C.A., Hewitt C.L., Keune H., Lindley S., Shiravama Y., 2018. « Assessing nature's contributions to people », *Science*, vol.359, no 6373 : 270-272.

Joliveau T., 2001, « La participation à la décision territoriale : dimension socio-géographique et enjeux informationnels d'une question politique », *Géocarrefour*, vol. 76, n°3, p. 273-279.

Lardon S. et al., 2008, « Dispositifs de gouvernance territoriale durable en agriculture. Analyse de trois situations en France et au Brésil », *Norois*, 4 : 17-36.

Pasquier R., Simoulin V., Weisbein J., 2013, *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*, Paris, LGDJ, 332 pages.



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française



SciencesPo  
Rennes



arènes  
UMR 6051





Perrin Ch., 2015, « Citoyens et démocratie participative dans les collectivités territoriales en France », In : Galaboy A., Rouet G., *Services publics, entreprises publiques, quelle place pour les citoyens ?* Paris, L'Harmattan.

Rey-Valette H., Mathé S., 2012, « L'évaluation de la gouvernance territoriale. Enjeux et propositions méthodologiques », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 783-804.

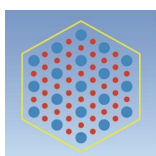
Rousseau J.-J., 1762 *Du contrat social*, Paris, Flammarion, Edition 2001.

Schäpke N. et al., 2018, "Jointly Experimenting for Transformation? Shaping Real-World Laboratories by Comparing Them", *GAIA: Ecological Perspectives for Science and Society*, vol. 27, n°1: 85-96.

Torre A., 2011, « Les processus de gouvernance territoriale. L'apport des proximités », *Pour*, vol. 209-210, no. 2-3 : 114-122.

Tozzi P., d'Andrea N., 2014, « Écoquartiers français et jardins collectifs : actualité et perspectives », *VertigO*, vol. 14, n°2.

Zetlaoui-Leger J., 2013, « La concertation citoyenne dans les projets d'écoquartiers en France : évaluation constructive et mise en perspective européenne Responsable scientifique » Rapport final, Tome 2, Lab'Urba, Université Paris Est Créteil-Val de Marne.



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française

